

travers les Etats-Unis, et à chaque station nous rencontrons des racleurs envoyés par les compagnies de chemins de fer et de colonisation, qui insistent auprès de nos immigrants pour que ces derniers aillent au beau Kansas ou dans d'autres territoires de l'ouest des Etats-Unis. Ils leur disent de prendre passage dans les chars et d'aller dans un pays où ils trouveront des amis, au lieu d'aller à Manitoba qui est un pays inhospitalier. Ils disent: "Ne voyez-vous pas cette petite brochure? Elle contient un discours de l'un de vos hommes les plus éminents du Canada, le chef de l'opposition; nous ne cherchons pas à vous tromper, puisque voici sa photographie." Ainsi ils vont aux Etats-Unis, et les honorables messieurs trouvent leur conduite patriotique!

Je crois, M. le président, que j'ai touché à presque tous les arguments dont s'est servi l'honorable monsieur; mais, comme il y en a d'autres qui doivent parler après moi, ils relèveront sans doute les points que je puis avoir omis. Je crois, dans tous les cas, que j'ai démontré quelles sont les raisons qui nous ont portés, en premier lieu, à entreprendre la construction de cette voie ferrée, et que les divers gouvernements qui se sont succédé ont adopté un programme pour sa construction. J'ai indiqué quels efforts ont été faits, quels sont les plans qui ont été soumis et les sacrifices qui ont été demandés au parlement et au pays dans chaque cas. J'ai démontré, en estimant le prix des terrains à \$1 l'acre, que le montant d'argent et de terres que nous demandons au parlement de consentir à donner au syndicat—le montant dépensé et à dépenser est de \$78,000,000,—est de beaucoup moins élevé que tous les montants qui aient jamais été mentionnés comme devant représenter le coût probable du chemin de fer. J'ai démontré, de plus, que, non seulement le chemin de fer sera construit par le syndicat, mais

qu'il sera exploité par lui pour tout le temps à venir, et que nous avons entre les mains des garanties suffisantes pour assurer ces deux résultats. J'ai démontré, au sujet de l'exemption des taxes, que ce n'est là qu'un privilège temporaire, et que la quantité de terres qui doit être exemptée pour tous les temps à venir, équivaut à environ 72 acres par township; que dans ces townships nous avons, sur les chemins ordinaires, dix, vingt fois autant de terrain qui se trouvent dans la même position et ne seront jamais sujets à la taxe, et que, conséquemment, cette voie ferrée fournira aux colons un moyen d'avoir accès aux marchés de l'univers, ne leur coûtera rien que les montants qu'ils auraient prélevés sur ces soixante-douze acres non taxés par township. J'ai démontré que ce contrat en est un qui, dans son ensemble, devrait recevoir la sanction du parlement, quoiqu'il puisse contenir certaines conditions que quelques honorables messieurs auraient préféré n'y pas trouver.

Lorsque le grand projet de la Confédération était devant la Chambre, nous avons vu qu'un député s'opposait à une clause, tandis qu'un autre s'opposait à une autre clause; mais les promoteurs de ce projet disaient: "Ce projet n'offre-t-il pas, dans son ensemble, un changement avantageux, une grande amélioration sur l'état de choses actuel?" La sanction du parlement lui a été donnée, et le peuple en a bénéficié largement, grâce aux institutions dont nous avons été dotés en 1867. Le chef de l'opposition demande pourquoi un contrat aussi monstrueux a été soumis au parlement. Je lui dis que c'est pour assurer le maintien de nos institutions, augmenter notre population et enrichir le pays.

M. RYMAL. Très bien, très bien!

M. LANGEVIN. Oui; je dis: pour enrichir le pays. L'honorable député, qui est entré au parlement en même

tem  
teur  
cons  
est  
son  
par  
prin  
d'un  
le pa  
man  
un p  
vont  
Oues  
rant  
pas v  
sourc  
avant  
aux c  
les m  
lons  
aussi.  
Nord-  
nos ef  
puissa  
avoir  
immig  
vons y  
000 é  
ce syn  
térêt,  
immig  
avec  
assure  
gration  
l'imm  
se diri  
rique.  
avons  
chemin  
l'un de  
plus pu  
notre p  
temps  
notre  
puissan  
Il n'y  
d'année  
une pop  
la nôtre  
une des  
de l'uni  
nous pas  
Nous av